
PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE

Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales

Le préfet de la région Aquitaine,
Préfet du département de la Gironde,
Commandeur de la Légion d'Honneur

ARRETE

portant inscription du « Mur des Fusillés » du centre de détention d'Eysses à VILLENEUVE SUR LOT (Lot-et-Garonne) sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et N° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret N° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la république de région ;

VU le décret N° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret N° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des commissaires de la république de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

LA Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Aquitaine entendue en sa séance du 22 février 1996 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que le « Mur des Fusillés » du centre de détention d'Eysses à VILLENEUVE SUR LOT (Lot-et-Garonne) est un témoin important des événements dramatiques du 19 et du 23 février 1944 liés à la seule révolte armée en milieu carcéral ayant eu lieu au cours de l'Occupation et à sa répression ;

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

- Article 1 : Sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques l'angle sud-est du mur d'enceinte dit « Mur des Fusillés » et le sol de la cour correspondante du centre de détention d'Eysses à VILLENEUVE SUR LOT (Lot-et-Garonne) situés sur la parcelle N° 111 d'une contenance de 4 ha, 52 a, 55 ca et figurant au cadastre section HO, appartenant à l'Etat et affecté au Ministère de la Justice par acte d'acquisition antérieur au 1er janvier 1956.
- Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.
- Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département concerné, au maire de la commune et au Ministre de la Justice affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Fait à BORDEAUX, le 29 AVR. 1996

Le Préfet de Région,

Bernard LANDOUZY

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué



Martine BESSELIÈRE-LAMOTHE